



Directives pour une gestion des bénévoles de qualité dans les aires protégées européennes

Préambule

Ces lignes directrices sont le fruit d'une nécessité, celle de mettre sur pied et de favoriser un consensus dans la manière de concevoir une gestion des bénévoles de qualité dans les aires protégées européennes. Les partenaires¹ du projet d'éducation et formation à long terme (« Lifelong Learning ») « La Gestion des bénévoles dans les parcs européens » ont élaboré ensemble ces lignes directrices en collaboration avec les directeurs des parcs et les gestionnaires/coordonateurs de bénévoles du réseau EUROPARC.

Conformément à la Charte européenne concernant les droits et responsabilités des bénévoles, « le volontariat nécessite un environnement stimulant et adéquat ». Allant dans ce sens, les partenaires du projet sont convaincus que, concernant la gestion des bénévoles dans les aires protégées européennes, ce sont ces valeurs et ces principes communs qui pourront générer le plus de retombées positives au profit des bénévoles, de leurs processus d'apprentissage, ou encore de la conservation de la nature.

Une gestion des bénévoles dans les aires protégées de haute qualité est essentielle parce que :

- le bénévolat représente une contribution majeure au travail effectué par et pour les aires protégées, et ce dans un certain nombre de domaines, y compris la gestion du tourisme durable, la conservation de la biodiversité, l'éducation environnementale et l'adaptation au changement climatique ;
- c'est de plus un bon moyen de promouvoir à la fois une administration active des questions environnementales et la citoyenneté européenne ;
- en effet, c'est un moyen efficace si l'on désire susciter l'engagement personnel ou une certaine (re-)connexion à la nature ;
- l'apport en apprentissages informels offre aux bénévoles des opportunités de développement personnel importantes.

Ces directives ont été publiées en janvier 2013 par les partenaires du projet afin que les aires protégées européennes puissent les évaluer et les tester. Nous les considérons donc comme un document qui pourra encore évoluer au cours de la dernière année du projet. La version définitive ne sera publiée qu'à la fin du projet.²

1 Les partenaires du projet sont : la Fédération EUROPARC (DE), EUROPARC Allemagne (DE), FUNGOBE / EUROPARC Espagne (ES), l'Agence islandaise pour l'environnement (IS), Federparchi-EUROPARC Italie (IT), l'Agence gouvernementale de conservation de la nature de Lettonie (LV), l'Association des parcs et réserves nationaux de Lituanie (LT), l'Administration du parc national des Monts Rodna (RO), EUROPARC Atlantic Isles (UK), The Conservation Volunteers (UK), ainsi qu'EUROPARC Nordic-Baltic en tant que « partenaire silencieux » (la Scandinavie et les pays Baltes).

2 S'il vous plaît envoyer vos commentaires à Bettina Soethe: Bettina.Soethe @ europarc-deutschland.de



- Le bénévole et son coordinateur définiront précisément la mission du bénévole ensemble.
- Les bénévoles devront fournir un retour sur leur mission et leur implication au sein de l'aire protégée.
- Les bénévoles seront informés de tout changement pertinent concernant l'aire protégée qui affecterait leur mission.

9. Être reconnu en tant que bénévole

L'aire protégée dans son ensemble comprend la nécessité de montrer aux bénévoles de la reconnaissance.

- L'aire protégée admet sans concession que la contribution des bénévoles a de la valeur et communique explicitement sa gratitude à leur égard, à la fois formelle et informelle.
- L'aire protégée offrira si possible aux bénévoles l'opportunité de continuer à développer leurs compétences et leurs talents grâce aux missions qui leur sont proposées.
- Les bénévoles qui quittent une aire protégée en ayant été présent régulièrement se verront offrir une lettre de référence et/ou tout autre déclaration faisant état de leurs succès.
- L'aire protégée doit s'efforcer d'obtenir un retour des bénévoles qui la quittent.

Ce projet a été financé avec le soutien de la Commission européenne. Cette publication n'engage que son auteur et la Commission ne peut être tenue responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations qui y sont contenues.